



---

# CHARTRE UNIVERSELLE DE LA PROTECTION JURIDIQUE DES AÎNES VULNERABLES

---

## **PREAMBULE**

Cette charte élaborée par la FIAPA fait suite à la Déclaration de Bologne de l'International Association of Gerontology and Geriatrics - European Region; elle a été ratifiée et votée à ROME en Octobre 2011.

**Article unique :** « L'avancée en âge n'affecte en rien les droits, les devoirs ou la liberté d'aucune personne ni ne modifie les principes qui sont la base de la dignité de l'homme. »

## **I. OBJECTIFS DES MESURES DE PROTECTION JURIDIQUE**

1) L'objectif d'une mesure de protection juridique est de permettre à la personne aux capacités décisionnelles limitées par une maladie, un accident ou une déficience, de façon transitoire ou définitive, l'accès à ses droits, de la protéger dans l'exercice de ses droits, d'assurer éventuellement sa représentation en fonction de ses souhaits et de son bien-être.

2) Une mesure de protection juridique doit respecter les droits de la personne, préserver sa liberté, sauf s'il est démontré un danger réel dont la personne n'a pas conscience affectant sa sécurité et ses biens.

3) Le but de la protection est le bien-être de la personne. Ce n'est pas le profit des héritiers, ni de la structure d'accueil, ni du fisc.

## **II. VULNERABILITE**

4) La loi doit envisager comment protéger la personne qui, tout en conservant ses facultés mentales, se trouve vulnérable, en raison de l'emprise physique ou psychologique d'une ou plusieurs personnes et se trouve ainsi dans l'incapacité d'avoir accès à ses droits ou de les exercer.

5) Parmi les aînés, certains peuvent devenir vulnérables de façon temporaire ou définitive. Il peut être utile d'assurer leur protection.

### III. CONDITIONS DE MISE EN PLACE D'UNE MESURE DE PROTECTION

6) Lorsqu'il semble qu'une personne est devenue incapable de décider pour elle-même de façon temporaire ou définitive et que cela risque de compromettre sa qualité de vie personnelle et patrimoniale, il est du devoir de toute personne en ayant connaissance de lui permettre d'être examinée en vue d'envisager si une mise sous protection juridique est opportune et de déterminer, le cas échéant, sa nature et sa durée.

7) En cas d'urgence, une mesure de protection juridique provisoire doit pouvoir être instaurée.

8) Pour toute décision prise en son nom, la personne protégée doit être informée, ses souhaits doivent être recherchés et suivis s'ils ne nuisent pas à sa sécurité, à son bien-être et à sa santé.

9) Une perte même majeure de l'autonomie décisionnelle ne justifie jamais que la personne protégée soit privée de toutes ses possibilités de choix dans sa vie quotidienne.

10) Les mesures de protection juridique doivent être adaptées aux capacités présentes et à la nature des décisions à prendre.

11) Quelles que soient la nature et l'étendue de la protection, la personne doit rester informée des actions menées en son nom.

12) Toute démarche en vue de placer sous protection juridique une personne qui n'en a pas besoin constitue une violence inadmissible et sanctionnable.

### IV. LE CHOIX DE LA MESURE DE PROTECTION

13) L'audition de la personne à protéger est indispensable.

14) Le choix de la mesure de protection doit s'appuyer sur un bilan approfondi, médical, psychologique, social, fiscal, patrimonial et environnemental. La décision sera très fortement individualisée et prendra en compte les affinités et les capacités de l'aîné vulnérable tout autant que les potentiels d'accompagnement de son environnement.

15) Il n'existe pas, à ce jour, d'outils validés de mesure de la compétence décisionnelle. Ils

devraient être différents pour chaque type et pour chaque niveau de décision.

16) L'expertise du niveau d'autonomie décisionnelle d'une personne doit être réalisée par des professionnels spécialement formés. L'évaluation des capacités restantes et les hypothèses d'évolution individualisée de la situation devront être formulées et donner lieu à vérification et modulation.

### V. PERSONNES EXERÇANT LES MESURES DE PROTECTION

17) Les personnes exerçant les mesures de protection juridique doivent être formées spécifiquement à tous les aspects de cette mission par des organismes agréés et contrôlés. Ils doivent être assurés en responsabilité civile. L'évaluation et le contrôle de leur mission seront effectifs.

18) Il est souhaitable que les membres des familles chargés de la protection soient formés à cette tâche. Leur responsabilité civile doit être garantie par une assurance spécifique.

19) Un état de la formation des professionnels et des aidants doit être tenu et actualisé.

20) Les professionnels chargés d'une mesure de protection doivent rencontrer très régulièrement la personne protégée, de façon à pouvoir répondre au mieux à ses souhaits et assurer son bien-être.

21) Les personnes chargées d'une mesure de protection doivent signaler tout conflit d'intérêts.

22) Les personnes en bonne santé mentale désirant mandater une ou plusieurs personnes pour les représenter en cas de défaillance de leurs capacités, doivent le faire de façon officialisée. Le mandat devra être publié.

### VI. MOYENS AFFECTES

23) De véritables tribunaux des tutelles doivent être créés et dotés des moyens nécessaires en vue de garantir la mise en œuvre des mesures de protection dans le respect de la dignité et des droits des personnes.

24) Un observatoire national des vulnérabilités et des délinquances spécifiques devra être créé.





---

# UNIVERSAL CHARTER OF LEGAL PROTECTION OF VULNERABLE ELDER

---

## **PREAMBULE**

This charter worked out by the FIAPA follows the Declaration of Bologna made by the International Association of Gerontology and Geriatrics - European Region; it was ratified and voted in ROME in October 2011.

**Unique article:** "Ageing does not influence any person's rights, duties or freedom at all nor does not modify the principles which are the base of the man's dignity".

## **I. OBJECTIVES OF THE LEGAL PROTECTION MEASURES**

1) The objective of a legal protection measure is to allow the person with limited decisional capacities due to a disease, an accident or a deficiency, in a transitory or final way, to have access to his/her rights, to protect him/her in the exercise of his/her rights, to possibly ensure his/her representation according to his/her wishes and wellbeing.

2) A legal protection measure must respect the person's rights and preserve his/her freedom, except if it is shown that the person is not aware of a real danger that might affect his/her safety and goods.

3) The aim of the protection is the person's wellbeing. It is not the heirs' profit, neither the nursing home nor the tax department one.

## **II. VULNERABILITY**

4) The law must consider how to protect the person who, while preserving his/her mental faculties, is vulnerable, because of the physical or psychological influence of one or more people and is thus in the incapacity to have access to his/her rights or to exert them.

5) Among the elders, some can become vulnerable in a temporary or final way. It can be useful to ensure their protection.

### III. CONDITIONS TO IMPLEMENT A PROTECTION MEASURE

- 6) When it seems that a person became unable to decide for himself/herself in a temporary or final way and that is likely to compromise his/her personal and patrimonial quality of life, it is the duty of any person aware of that to enable him/her to be examined in order to consider if it is convenient to place him/her under legal protection and to determine, if necessary, its nature and duration.
- 7) In case of emergency, a temporary legal protection measure must be able to be set up.
- 8) For any decision taken on her behalf, the protected person must be informed; his/her wishes must be required and followed if they do not harm his/her safety, wellbeing and health.
- 9) A loss of decisional autonomy, even a major one, never justifies that the protected person is stripped of all his/her possibilities of choice in his/her daily life.
- 10) The measures of legal protection must be adapted to the current capacities and the nature of the decisions to be taken.
- 11) Whatever nature and extent of protection, the person must remain informed of actions carried out on his/her behalf.
- 12) Any approach in order to place a person under legal protection even though he/she does not need any constitutes an inadmissible violence that must be punished.

### IV. THE CHOICE OF THE PROTECTION MEASURE

- 13) The listening of the person to be protected is essential.
- 14) The choice of protection measure must be based on a deepened, medical, psychological, social, fiscal, patrimonial and environmental assessment. The decision will be very strongly individualized and will take into account the affinities and capacities of the vulnerable elder as much as the potential adaptation of his/her environment.
- 15) As of today there does not exist validated tools for measurement of the decisional

competence. They should be different for each kind and level of decision.

16) The expertise of the decisional autonomy level of a person must be realized by especially trained professionals. The evaluation of the remaining capacities and the assumptions of individualized evolution of the situation will have to be formulated and the occasion for a checking and modulation.

### V. PEOPLE PRACTICING THE MEASURES OF PROTECTION

- 17) The people practicing the measures of legal protection must be specifically trained to all the aspects of this mission by approved and controlled organizations. They must have personal liability insurance. The evaluation and the control of their mission will be effective.
- 18) It would be better if the members of the families responsible for the protection are trained to this task. Their civil responsibility must be guaranteed by a specific insurance.
- 19) An assessment of the training of the professionals and caregivers must be kept and updated.
- 20) The professionals responsible for a protection measure must meet the protected person very regularly, in order to be able to answer his/her wishes as well as possible and to ensure his/her wellbeing.
- 21) The people responsible for a protection measure must draw attention to any conflict of interests.
- 22) The people with a good mental health wishing to mandate one or more people to represent them in the event of failing capacities must make official their decision. The mandate will have to be published.

### VI. ALLOCATED MEANS

- 23) Real courts of legal protections must be created and equipped with necessary means in order to guarantee the implementation of protection measures in the respect of the dignity and rights of the persons.
- 24) A national observatory of specific vulnerabilities and delinquencies must be set up.